



**RÉINVENTER
L'ÉDUCATION AU CLIMAT
ET LE LEADERSHIP DES
JEUNES : DOCUMENT
DE PLAIDOYER**

Juillet 2021

Cette note de plaidoyer présente les principaux résultats et les recommandations d'une récente enquête en ligne menée par Plan International visant à entendre les expériences et les recommandations des jeunes pour améliorer l'éducation au climat et leur participation aux processus climatiques. Plus de 1800 adolescents et jeunes âgés de 15 à 24 ans, issus de 37 pays, ont répondu à cette enquête et deux ateliers de plaidoyer ont été organisés en vue de partager des idées de recommandations. De plus amples détails sur la méthodologie et les résultats de l'enquête sont présentés dans le rapport intégral : [Réinventer l'éducation au climat et le leadership des jeunes : document de plaidoyer](#)



RÉINVENTER L'ÉDUCATION AU CLIMAT ET LE LEADERSHIP DES JEUNES

Le monde se trouve à un tournant critique de son histoire. La pandémie de COVID-19 a mis en lumière de graves inégalités au sein des pays et entre ces derniers et a révélé à quel point les sociétés dans lesquelles nous vivons sont fragiles : mettant à nu la vulnérabilité du monde naturel et l'équilibre délicat entre l'activité humaine et l'environnement dont nous dépendons. La crise climatique, mise de côté pendant la pandémie, continuera d'exacerber ces vulnérabilités à l'avenir, à moins que des mesures urgentes et radicales soient prises dès maintenant.

Ce sont en particulier les filles qui ont été le plus durement frappées par la pandémie, surtout suite aux confinements et à la fermeture des écoles. Plus de 20 millions de filles en âge de fréquenter un établissement d'enseignement secondaire pourraient ne jamais retourner à l'écoleⁱ, et les estimations laissent également entendre que, rien qu'en 2021, des événements climatiques empêcheront au moins quatre millions de filles vivant dans des pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure de terminer leurs étudesⁱⁱ. Si les tendances actuelles se poursuivent, d'ici 2025, le changement climatique contribuera à empêcher chaque année au moins 12,5 millions de filles de terminer leurs étudesⁱⁱⁱ. Cela creusera davantage les disparités de genres dans l'éducation et compromettra la capacité des filles à s'adapter aux impacts climatiques : les empêchant d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour militer en faveur du climat et bénéficier de moyens de subsistance sûrs à l'avenir.



Une jeune militante demande aux politiciens d'inclure les filles et les jeunes femmes dans l'action pour le climat (Espagne).

©Plan International

La crise climatique, la perte de biodiversité et la surexploitation des ressources naturelles peuvent non seulement déclencher d'autres transferts de maladies zoonotiques, mais aussi provoquer de futures perturbations dans le domaine de l'éducation à l'échelle mondiale. Elle constitue la plus grande menace pour la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) et de l'égalité de genres. De même que lors de la crise de la COVID-19, ce sont les personnes les plus marginalisées au monde, dont beaucoup sont des filles et des jeunes femmes, qui en souffriront le plus.

La qualité de l'apprentissage est fondamentale pour la capacité des filles à traverser la crise climatique et à y faire face. Dans la plupart des écoles aujourd'hui, les élèves suivent un programme relativement obsolète et fondé sur une façon de penser patriarcale et impérialiste. Ce mode de pensée perpétue une culture d'oppression et de domination à l'égard des personnes et de la planète, compromettant l'action pour lutter contre le changement climatique, ainsi que la bienveillance et la régénération nécessaires pour vivre en harmonie avec la nature. Il a également tendance à renforcer les stéréotypes de genres et à dicter les futurs parcours professionnels des filles et des garçons. Les filles sont rarement encouragées à étudier les matières des secteurs des STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), de l'économie et de la politique. Cela limite leur potentiel en matière d'engagement civique et de leadership dans une économie plus verte et à des postes de diplomatie climatique : dans le secteur des énergies renouvelables, les femmes ne représentent que 20 à 25 % de la main-d'œuvre^{iv} et, dans la diplomatie climatique, au cours l'année de finalisation de l'Accord de Paris, seulement 35 % des délégués nationaux étaient des femmes^v.

Une éducation transformatrice des rapports de genres est essentielle pour faire progresser la justice climatique et de genres. Elle peut doter les filles des compétences et des connaissances nécessaires pour faire face à la crise climatique et pour revendiquer et exercer leurs droits, et leur donner les moyens d'être des leaders et de prendre des décisions : ainsi, elle contestent les systèmes et les normes qui renforcent l'injustice de genres et climatique dans le monde. Certaines études montrent que, pour les filles, chaque année supplémentaire de scolarisation conduit à des améliorations significatives de la résilience d'un pays face aux catastrophes climatiques^{vi}.

Avec tant d'enjeux pour les personnes et la planète, nous devons prendre des mesures afin de réaliser le pouvoir transformateur de l'éducation – en créant une force qui a le pouvoir de faire progresser la justice de genres, raciale, intergénérationnelle et climatique pour un monde plus juste plus pacifique et plus durable, reposant sur la bienveillance et la régénération, et non sur le profit. Il s'agira de l'outil clé dans le démantèlement des systèmes d'oppression et de domination : en veillant à ce que l'humanité puisse coexister avec la nature et en limitant les dommages infligés de manière accrue et non viable à l'environnement naturel.

Le moment est venu. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence la nécessité de remettre en question les modes de pensée traditionnels et dépassés, afin de s'adapter à un monde de plus en plus incertain – un monde qui nécessite désespérément des engagements concrets en faveur de la justice de genres et climatique. Les responsables politiques en matière d'éducation doivent reconnaître l'importance de l'éducation au climat et de la résilience, ainsi que de la priorisation du rôle central du leadership des filles parallèlement aux compétences de base en lecture et en calcul. Nous devons tous nous retrousser les manches pour remettre en question la façon dont le changement climatique est enseigné dans les écoles.

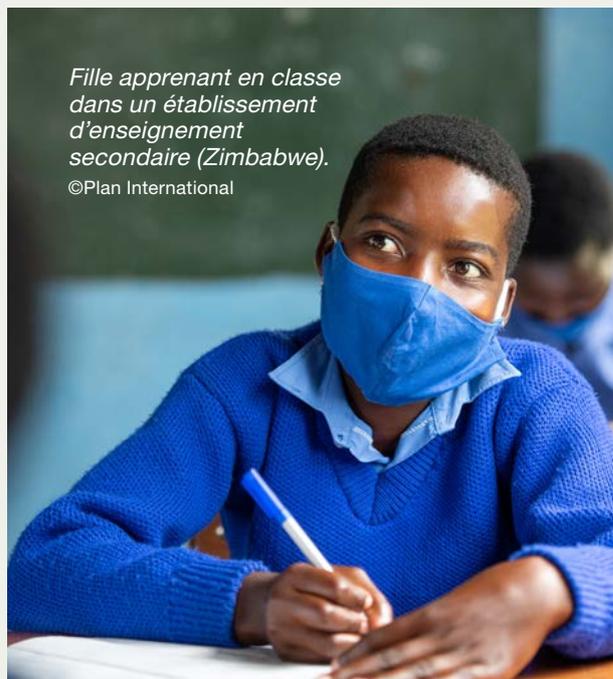
Les processus politiques internationaux de haut niveau tout au long de l'année 2021 offrent l'occasion de définir un programme ambitieux et transformateur pour le climat et l'éducation qui incite la communauté internationale à privilégier l'avenir de nos enfants et à réaliser les investissements nécessaires. Les gouvernements et les donateurs doivent prendre des mesures pour financer une éducation transformatrice des rapports de genres où la justice climatique, le développement durable, les droits humains et l'égalité de genres occupent une place centrale, conformément à l'ODD 4.7.

Le gouvernement britannique joue un rôle particulièrement influent en tant qu'hôte du Sommet du G7 de 2021, du Sommet mondial sur l'éducation : Financer le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) 2021-2025 et de la conférence sur le climat COP26 – tous des moments clés pour faire avancer et mettre en œuvre une éducation au climat transformatrice des rapports de genres. Il est essentiel que les filles soient encouragées à participer tout au long de ces processus afin de partager leurs recommandations sur des engagements politiques qui les concernent directement.

Les résultats de ces trois processus devraient créer un meilleur environnement politique et financier pour mettre en œuvre une éducation au climat transformatrice des rapports de genres, grâce à un Partenariat mondial

Fille apprenant en classe dans un établissement d'enseignement secondaire (Zimbabwe).

©Plan International



pour l'éducation entièrement financé qui comprend des engagements politiques ciblés et une mise en œuvre efficace de la Déclaration du G7 sur l'éducation des filles. La COP26 représente une occasion supplémentaire grâce à l'examen et l'amélioration du Programme de travail de Doha sur l'action pour l'autonomisation climatique (ACE), qui doit être plus progressiste et sensible aux cris de ralliement des jeunes exigeant une éducation au climat et une inclusion significative dans les prises de décisions sur les questions liées au climat. Les engagements doivent s'accompagner de mesures concrètes, intensifiées au cours des cinq prochaines années, et inclure des mécanismes de redevabilité clairs. À moins que les gouvernements n'interviennent cette année pour reconnaître le pouvoir transformateur de l'éducation, une occasion clé sera manquée de démanteler les systèmes oppressifs et de faire en sorte que le réchauffement de la planète ne dépasse pas la cible de 1,5 °C.

La récente enquête en ligne^{vii} menée par Plan International, qui vise à entendre les expériences des jeunes et leurs recommandations pour améliorer l'éducation au climat et leur participation aux processus climatiques, met en évidence des lacunes et des défis importants. Plus de 1 800 adolescents et jeunes âgés de 15 à 24 ans, issus de 37 pays, ont répondu à cette enquête et deux ateliers de plaidoyer ont été organisés en vue de partager des idées de recommandations. De plus amples informations sur la méthodologie et les résultats de l'enquête sont présentés dans le rapport intégral^{viii}. Les résultats arrivent à un moment clé pour influencer des événements cruciaux et contribuer aux décisions concernant les financements actuels et supplémentaires de la lutte contre le changement climatique et de l'éducation dans ce domaine.

Cette note de plaidoyer présente les principaux résultats de l'enquête et propose des recommandations politiques, avec des étapes pratiques claires, basées sur les observations et les idées des adolescents et des jeunes qui ont participé à l'enquête et élaborées avec la contribution des jeunes.

PRINCIPAUX RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE MONDIALE

Tous les jeunes méritent d'avoir l'opportunité d'en apprendre davantage sur une crise mondiale qui a un impact sur leur vie et leur avenir, mais les systèmes éducatifs actuels ne sont pas à la hauteur. Parmi les raisons à cela, citons le manque d'informations contextualisées, le fait que certains enseignants ne croient pas au changement climatique et l'absence d'informations sur les cadres et objectifs climatiques mondiaux clés.

UN JEUNE INTERROGÉ SUR CINQ QUALIFIE SON ÉDUCATION AU CLIMAT DE MAUVAISE OU DE TRÈS MAUVAISE.

Parmi les participants à l'enquête, 81% ne savent pas où trouver des informations sur l'accord de Paris.

Le changement climatique est une question de justice : ceux qui ont le moins contribué au problème (les enfants des pays à faible revenu) sont les premiers touchés par ses effets, tandis que les personnes les plus riches des pays historiquement responsables de la crise sont moins exposées aux impacts et/ou disposent des ressources pour y faire face. Pourtant, les jeunes ont déclaré que leur éducation au climat ne portait pas sur des solutions locales adaptées à leurs contextes locaux et cultures, mais qu'elle perpétuait des valeurs, idées et solutions occidentales non applicables ou reproductibles dans leur environnement : ratant l'occasion d'améliorer leur capacité d'adaptation et d'identifier des solutions pilotées par les jeunes.

Comment peut-on attendre des enfants et des jeunes d'aujourd'hui qu'ils assument le fardeau de la crise climatique et trouvent des solutions futures aux impacts extrêmes, alors que l'éducation formelle ne leur fournit pas les connaissances et les compétences nécessaires pour y parvenir? C'est leur avenir qui leur est volé et ce sont leurs droits qui sont les plus menacés, mais la grande majorité des jeunes interrogés ont indiqué qu'il leur était trop difficile de participer aux processus de prise de décision concernant la lutte contre le changement climatique.

HUIT JEUNES SUR DIX SOUHAITENT PARTICIPER AUX PROCESSUS DE POLITIQUE CLIMATIQUE, MAIS MOINS D'UN SUR DIX L'A FAIT.

De nombreux obstacles limitant leur participation ont été identifiés.

LA MAJORITÉ (81%) DES ADOLESCENTS ET DES JEUNES DÉCLARENT QU'IL LEUR EST DIFFICILE DE PARTICIPER AUX PROCESSUS DE PRISE DE DÉCISION SUR LES POLITIQUES RELATIVES AU CHANGEMENT CLIMATIQUE. LE FAIT DE NE PAS AVOIR ÉTÉ INVITÉS À PARTICIPER OU DE NE PAS SAVOIR OÙ TROUVER DES INFORMATIONS SUR LA FAÇON DE PARTICIPER CONSTITUE UN OBSTACLE MAJEUR.

SEULS 5% SAVENT COMMENT PARTICIPER AUX NÉGOCIATIONS ET À LA MISE EN ŒUVRE DE L'ACCORD DE PARIS.

Ces obstacles et défis sont particulièrement marqués pour les filles et les jeunes femmes en raison de normes sociales et de genres discriminatoires. Le problème de l'injustice climatique est encore plus évident lorsque les genres et l'âge se recoupent, entraînant une vulnérabilité accrue et peu de ressources pour faire face, malgré une contribution minimale à la crise climatique.

« De fausses informations fournies par l'enseignant. »

JEUNE NON BINAIRE, 17-18 ANS, BRÉSIL

« La plupart de mes enseignants ne croient même pas au changement climatique. »

FILLE, 15-16 ANS, AUSTRALIE

« Pas suffisamment axée sur l'action, seulement sur la science. »

JEUNE FEMME, 23-24 ANS, ROYAUME-UNI

« Rien n'est fait pour la rendre importante, le programme d'enseignement n'incite pas l'élève à agir. J'ai obtenu plus d'informations en ligne en suivant les sites Internet ou les comptes de médias sociaux d'ONG. »

JEUNE FEMME, 19-20 ANS, INDONÉSIE

« De plus, [un obstacle à ma participation aux processus formels de politique climatique est que] je suis enceinte et j'ai une petite fille. »

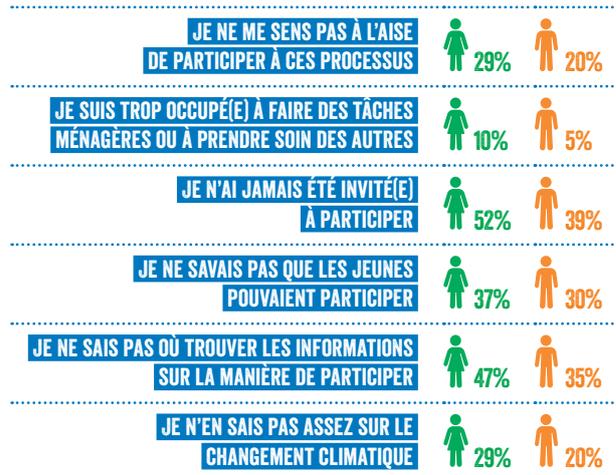
JEUNE FEMME, 19-20 ANS, ÉQUATEUR

SEULEMENT **16 %** DES PERSONNES INTERROGÉES ONT ÉTÉ INFORMÉES DES IMPACTS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE SELON LE GENRE.

LES FILLES ET LES JEUNES FEMMES (**83 %**) SONT DAVANTAGE SUSCEPTIBLES QUE LES GARÇONS ET LES JEUNES HOMMES (**78 %**) DE DIRE QU'ELLES NE SAVENT RIEN OU TRÈS PEU DE CHOSSES OU QU'ELLES EN SAVENT UN PEU SUR LES PROCESSUS DE POLITIQUE CLIMATIQUE.

Plus de filles et de jeunes femmes (92 %) que de garçons et de jeunes hommes (87 %) déclarent que des obstacles entravent leur participation aux processus de politique climatique.

Entre autres, les filles et les jeunes femmes sont davantage susceptibles que les garçons et les jeunes hommes de sélectionner les obstacles suivants :



RECOMMANDATIONS

Dans le but de galvaniser l'action internationale en faveur d'une éducation transformatrice des rapports de genres au profit de la justice climatique lors d'événements marquants en 2021, les **gouvernements** doivent :

- 1 Augmenter d'urgence** les financements consacrés à une éducation au climat transformatrice des rapports de genres, grâce à :
 - un GPE entièrement financé et des engagements politiques ciblés de la part des gouvernements donateurs du GPE et des pays en développement partenaires
 - un Fonds vert pour le climat entièrement financé, de 100 milliards de dollars/an, dont 50 % sont consacrés à l'adaptation. Des fonds doivent être alloués à la transformation du système éducatif en vue de soutenir les capacités d'adaptation et les comportements pro-environnementaux
 - honorer les engagements du Forum Génération Égalité sur le financement de solutions climatiques sans discrimination de genres, une éducation transformatrice des rapports de genres et le renforcement de la résilience des filles et des femmes.
- 2 Fournir des ressources et financer** la mise en œuvre de la Déclaration du G7 sur l'éducation des filles, en mettant en place des mécanismes de redevabilité efficaces et en accordant une attention particulière aux engagements politiques en faveur de l'éducation au climat.
- 3 Prôner un meilleur programme de travail de Doha sur l'action pour l'autonomisation climatique qui est transformatrice des rapports de genres, en :**
 - reconnaissant l'impact disproportionné du changement climatique sur l'éducation des filles et en prenant des mesures clés pour soutenir l'accès des filles à une éducation de qualité
 - reconnaissant le pouvoir de l'éducation transformatrice des rapports de genres en tant que principal moyen permettant de réaliser la justice climatique
 - adoptant une perspective holistique sur l'éducation au climat qui inclut l'engagement civique, les compétences vertes, les droits, les compétences de la vie courante, les processus politiques et le militantisme
 - reconnaissant les obstacles supplémentaires qui empêchent les filles de participer aux processus de politique climatique et en prenant des mesures clés pour soutenir leur participation.

LEURS RÉFLEXIONS, LEUR AVENIR

La section qui suit a été élaborée directement à partir des idées et des opinions des participants à l'enquête et des jeunes qui ont contribué aux ateliers mis en place pour élaborer des recommandations dans le cadre de ce rapport. Elle reflète leur expérience en matière d'éducation et de participation à la lutte contre le changement climatique et propose un plan par étapes pour les réformes progressives nécessaires, en vue de :

01 FAVORISER DES COMPORTEMENTS DURABLES ET PRO-ENVIRONNEMENTAUX

02 FAIRE AVANCER LA JUSTICE CLIMATIQUE

03 PERMETTRE AUX JEUNES DE S'ADAPTER AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DE PARTICIPER AUX PROCESSUS DE POLITIQUE CLIMATIQUE.

01 RECOMMANDATIONS POUR L'ÉDUCATION AU CLIMAT

La création et la promotion d'un environnement favorable sont essentielles à l'éducation au climat. Elles relèvent principalement de la responsabilité des **gouvernements nationaux et des ministères de l'Éducation, de l'Environnement et des Finances.**

Nous leur demandons d'œuvrer de concert pour :

- Inclure une éducation transformatrice dans toutes les stratégies climatiques nationales (p. ex., les contributions déterminées au niveau national (CDN), les plans d'adaptation nationaux (PAN), l'amélioration et la mise en œuvre de l'ACE).
- Signer la Déclaration sur les enfants, les jeunes et l'action pour le climat^x.
- Mettre pleinement en œuvre la Déclaration de Berlin sur l'éducation au développement durable^x.
- Augmenter le financement axé sur le renforcement de la résilience et l'accès des filles à l'éducation dans la plupart des pays exposés au changement climatique.
- Augmenter le financement pour transformer le contenu des programmes d'enseignement, l'exécution des programmes et la formation des enseignant.e.s afin de soutenir la justice climatique et les comportements pro-environnementaux.
- Élaborer des plans sectoriels de l'éducation qui tiennent compte du genre et privilégient la résilience, l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets, ainsi que le développement durable, conformément à la cible 4.7 de l'ODD 4.

IL EST IMPÉRATIF QU'UN PROGRAMME TRANSFORMATEUR SUR LE CLIMAT ET UN PROGRAMME DE FORMATION DES ENSEIGNANTS SOIENT ÉLABORÉS EN COLLABORATION AVEC LES JEUNES, LES ENSEIGNANT.E.S, LE PERSONNEL SCOLAIRE ET LES EXPERT.E.S DU CLIMAT, À TOUTES LES ÉTAPES DU PROCESSUS, Y COMPRIS LA CONCEPTION, L'EXÉCUTION ET LE SUIVI.

Une fille tient une pancarte «Le climat change, pourquoi pas nous?» lors d'une grève pour le climat à Melbourne, en Australie

©Plan International



Les recommandations détaillées ci-dessous présentent des étapes successives à l'usage des responsables politiques et des praticiens des ministères de l'Éducation travaillant avec les ministères de l'Environnement, les spécialistes du climat, les jeunes, la société civile, les ONG et les agences des Nations Unies : y compris les personnes participant directement à la planification et à la fourniture d'un enseignement formel et informel, du niveau pré-primaire jusqu'à l'enseignement supérieur.



ÉTAPES POUR AMÉLIORER LE PROGRAMME D'ÉTUDES

Les ministères de l'Éducation ainsi que les ministères de l'Environnement, avec la contribution des spécialistes du climat, des jeunes, de la société civile, des ONG et des agences des Nations Unies doivent :

Rendre obligatoire, dans les programmes d'enseignement actuels, une éducation au changement climatique qui soit fondée sur des preuves, pertinente au contexte, sensible au genre et inclusive, et qui inclut les droits et le savoir autochtones.

S'appuyer sur le contenu concernant la science et les impacts climatiques dans l'éducation au climat existante et l'élargir, conformément à la cible 4.7 de l'ODD 4, pour y inclure les dimensions sociales/de justice, le développement durable et le cadre des droits humains. Cela comprend les tâches suivantes :

- examiner les dimensions sociales et politiques plus générales de la crise climatique et trouver le bon équilibre entre la promotion d'actions individuelles, qui pèsent de manière disproportionnée sur les personnes, et une approche globale de la société
- enseigner les processus de politique climatique à tous les niveaux : y compris les différentes politiques existantes, la manière de participer aux processus de prise de décision, le développement des compétences pertinentes et la manière de demander des comptes aux décideurs
- incorporer des compétences et un apprentissage « verts » dans diverses matières, outre la géographie et les sciences, telles que l'histoire, la politique, la psychologie, les mathématiques, les langues et la biologie
- adapter et traduire les informations climatiques relativement aux contextes locaux et aux langues locales, ainsi qu'aux différents groupes de population : y compris des expériences de la vie réelle et des exemples qui sont pertinents au niveau local et qui incluent le savoir autochtone.

Adopter une approche de réforme des programmes d'enseignement qui est transformatrice des rapports de genre et à même de modifier les normes et les attitudes et de renforcer les compétences nécessaires pour changer notre façon de réfléchir aux autres et au monde qui nous entoure. Cela comprend notamment :

- le développement des connaissances et des compétences pour soutenir le renforcement de la confiance, la réflexion critique, l'analyse des données, la négociation/le débat, la créativité, la pensée systémique, le militantisme^{xi}, le leadership et l'éducation civique et pour encourager des comportements durables et pro-environnementaux, dans le cadre du programme d'apprentissage « vert^{xii} »
- une approche systémique globale de la réforme des programmes d'enseignement qui s'attaque aux injustices sociétales croisées et aux systèmes oppressifs et qui encourage des valeurs et des comportements de bienveillance et de régénération.



Une jeune fille doit marcher trois heures par jour pour aller chercher de l'eau (Mozambique).
©Plan International

« Je pense qu'il serait tellement important d'inclure la notion de justice. Et d'inclure [l'éducation au climat] en histoire et en sciences sociales et dans tous les autres sujets où elle est si pertinente, et aussi de faire en sorte de la rendre un peu plus intéressante pour les élèves. »

PARTICIPANT À UN ATELIER POUR LES JEUNES

« Il est important qu'au sein des systèmes éducatifs, nous développiions les capacités des jeunes pour qu'ils deviennent des chercheurs et des découvreurs de solutions. »

PARTICIPANT À UN ATELIER POUR LES JEUNES



ÉTAPES VERS UNE MEILLEURE PRESTATION DES PROGRAMMES ET DE LA PÉDAGOGIE

Les ministères de l'Éducation, en collaboration avec les ministères de l'Environnement et en consultation avec les spécialistes du climat, les jeunes, la société civile, les ONG et les agences des Nations Unies doivent :

S'assurer que toutes les informations sur le climat enseignées dans les écoles proviennent **de sources fiables et réputées**, basées sur les meilleures données scientifiques disponibles.

Relier les écoles aux universités locales qui étudient le changement climatique et faciliter les échanges de connaissances, d'informations et de compétences, notamment par le biais de stages et d'interventions de chercheurs dans les écoles.

Encourager les enseignant.e.s et les départements locaux de l'éducation à vérifier et actualiser régulièrement les informations et les données sur le climat.

Donner la priorité au bien-être des élèves en agissant avec empathie, en créant des espaces sûrs pour parler des sentiments et de l'anxiété potentielle liée à la crise climatique et en mettant les jeunes en contact avec les services de soutien.

Soutenir la curiosité et la réflexion critique sur le changement climatique, notamment en renforçant la relation enseignant-élève-parent et en l'encourageant.

Fournir des informations via différentes plateformes et méthodes qui sont les plus accessibles aux jeunes dans le contexte local : par exemple, les médias sociaux, les boîtes à outils des ONG, les jeux, les clubs de jeunes.

Relier les élèves aux initiatives pilotées par le gouvernement auxquelles les jeunes et participent activement et qui offrent des occasions de renforcement des capacités et des connaissances sur l'action climatique.

Fournir un soutien financier aux organisations dirigées par des jeunes pour travailler dans et avec les écoles sur le changement climatique et fournir des liens avec des groupes de jeunes locaux travaillant sur le changement climatique.

Soutenir le développement du militantisme et l'organisation de la lutte contre le changement climatique dans le cadre d'activités parascolaires.

Aider les écoles à se procurer les ressources nécessaires pour développer des compétences « vertes » transformatrices, telles que l'accès à Internet, les ordinateurs portables/ordinateurs de bureau et les manuels scolaires.

Promouvoir un apprentissage axé sur l'action dans les écoles afin d'encourager des comportements pro-environnementaux : par exemple, écrire des lettres au gouvernement, cultiver un potager, organiser des débats.

« On a eu quelques conférences (peu) à l'école, mais ils disent toujours la même chose. »

**PARTICIPANTE À UN
ATELIER POUR LES JEUNES**

Une jeune femme en route pour aller chercher de l'eau dans une région durement touchée par la sécheresse provoquée par El Niño (Éthiopie).

©Plan International





ÉTAPES POUR UNE MEILLEURE FORMATION DES ENSEIGNANT.E.S

Les ministères de l'Éducation ainsi que les ministères de l'Environnement, en consultation avec les spécialistes du climat, les jeunes, la société civile, les ONG et les agences des Nations Unies doivent :

Exiger des modules exhaustifs sur le changement climatique dans tous les cours de formation des enseignant.e.s actuels.

Aider les enseignant.e.s à accéder à des données et des faits sur le climat fiables et à jour, basés sur les meilleures données scientifiques disponibles, afin d'appuyer leur enseignement.

Fournir des allocations/fonds aux enseignant.e.s pour qu'ils assistent aux conférences sur le climat.

Intégrer une pédagogie sensible aux genres et centrée sur l'apprenant dans les programmes de développement professionnel initiaux et continus destinés aux enseignant.e.s, afin de favoriser la fourniture efficace d'un programme d'enseignement sur le climat qui est transformateur et d'améliorer la participation et l'engagement des jeunes.

Une jeune femme espère bénéficier d'une bonne récolte de maïs pour survivre, mais la sécheresse et les précipitations tardives et irrégulières ont causé des récoltes désastreuses au cours des trois dernières années (Zambie)

©Plan International



02 RECOMMANDATIONS POUR LA PARTICIPATION DES JEUNES AUX PROCESSUS CLIMATIQUES

Les recommandations ci-dessous, basées sur les retours d'information des jeunes, s'adressent aux ministères de l'Environnement, des Finances et de l'Éducation, en collaboration avec les agences des Nations Unies, les OSC, les jeunes, les spécialistes du climat et d'autres acteurs concernés.

Elles s'articulent autour d'actions de plus en plus progressistes, afin d'améliorer la participation des jeunes aux processus de politique climatique, et sont centrées sur trois domaines clés :

- accès aux informations sur les processus de politique climatique
- opportunités et ressources
- réduction du fossé entre les filles et les garçons.



ÉTAPES POUR UN MEILLEUR ACCÈS AUX INFORMATIONS SUR LES PROCESSUS DE POLITIQUE CLIMATIQUE

Fournir une **base de données et des panneaux signalétiques indiquant des informations et des ressources** sur les politiques climatiques et les opportunités de participation.

Partager des informations climatiques clés et offrir des opportunités de participation aux processus *sur les plateformes les plus accessibles aux jeunes*, principalement les médias sociaux. Ces informations doivent être ludiques, conviviales, pertinentes au niveau local et utiliser un langage adapté au genre et à l'âge. Elles doivent également être partagées régulièrement afin de maintenir l'intérêt, et les anciens messages doivent être disponibles dans des zones archivées pour rester accessibles.

Fournir des informations simplifiées sur les politiques et cadres climatiques clés, qui peuvent être facilement traduites et comprises par différentes personnes. Ces informations doivent être accessibles dans un langage et sous des formats adaptés aux enfants et aux jeunes. Au minimum, les éléments suivants doivent être disponibles et traduits dans les langues locales :

- Accord de Paris et tous les articles
- CDN, PAN et autres stratégies climatiques nationales
- Accord d'Escazú^{xiii}
- Textes des négociations
- Rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

La Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) et les gouvernements hôtes **doivent rendre les processus de participation aux conférences beaucoup plus simples :**

- Les jeunes et les organisations de jeunes ont besoin d'un processus de participation simplifié et, pour s'inscrire, ils ne devraient pas être tenus de soumettre des informations administratives compliquées qui les empêchent de participer, en particulier ceux qui ne sont pas affiliés à une entreprise.
- La communication de la CCNUCC et du gouvernement hôte sur les processus de la COP doit être traduite dans différentes langues et utiliser un langage plus simple, adapté à l'âge et au genre.

« Je [veux des informations sur le climat] par le biais des réseaux sociaux utilisés par les jeunes, avec des vidéos Tik Tok, avec des influenceurs qui parlent du sujet. »

PARTICIPANT À UN
ATELIER POUR LES
JEUNES

« Ce qui pourrait aider, c'est de créer des infographies dans la langue du pays dont nous parlons pour expliquer les différentes manières de participer, car même les neuf circonscriptions du processus de la CCNUCC sont si difficiles à comprendre et je connais beaucoup de personnes qui ne comprennent pas leur fonctionnement, ni comment elles peuvent participer. »

PARTICIPANT À UN
ATELIER POUR LES
JEUNES



ÉTAPES POUR DE MEILLEURES OPPORTUNITÉS ET RESSOURCES

Créer des espaces sûrs, dans la prise de décision climatique à tous les niveaux, pour une participation significative des enfants et des jeunes.

- Charger tous les espaces de prise de décision sur le changement climatique de faire participer les jeunes de manière significative.
- Élaborer et mettre en œuvre des principes de sauvegarde pour une participation en toute sécurité.
- Indemniser/rémunérer les jeunes pour leurs dépenses (voyage, Internet, etc.) et leur temps.
- Créer un environnement propice à une participation des jeunes où leurs opinions et recommandations sont respectées, valorisées et où ils ont une réelle possibilité d'influencer la prise de décision.
- Soutenir les jeunes ayant des problèmes liés aux passeports, aux visas de voyage et à d'autres restrictions de déplacement.
- Encourager les possibilités de participer aux processus climatiques par le biais de canaux formels et informels, tels que les écoles, les clubs scolaires et les médias sociaux.

Tous les acteurs doivent œuvrer de concert pour réduire la fracture numérique et améliorer l'accès à l'électricité, à Internet et aux ordinateurs afin de permettre aux jeunes de rejoindre les espaces en ligne sur le changement climatique.

« J'ai beaucoup d'amis qui connaissent les processus et qui veulent participer, mais ils ne peuvent pas se permettre un billet pour assister à ces conférences. »

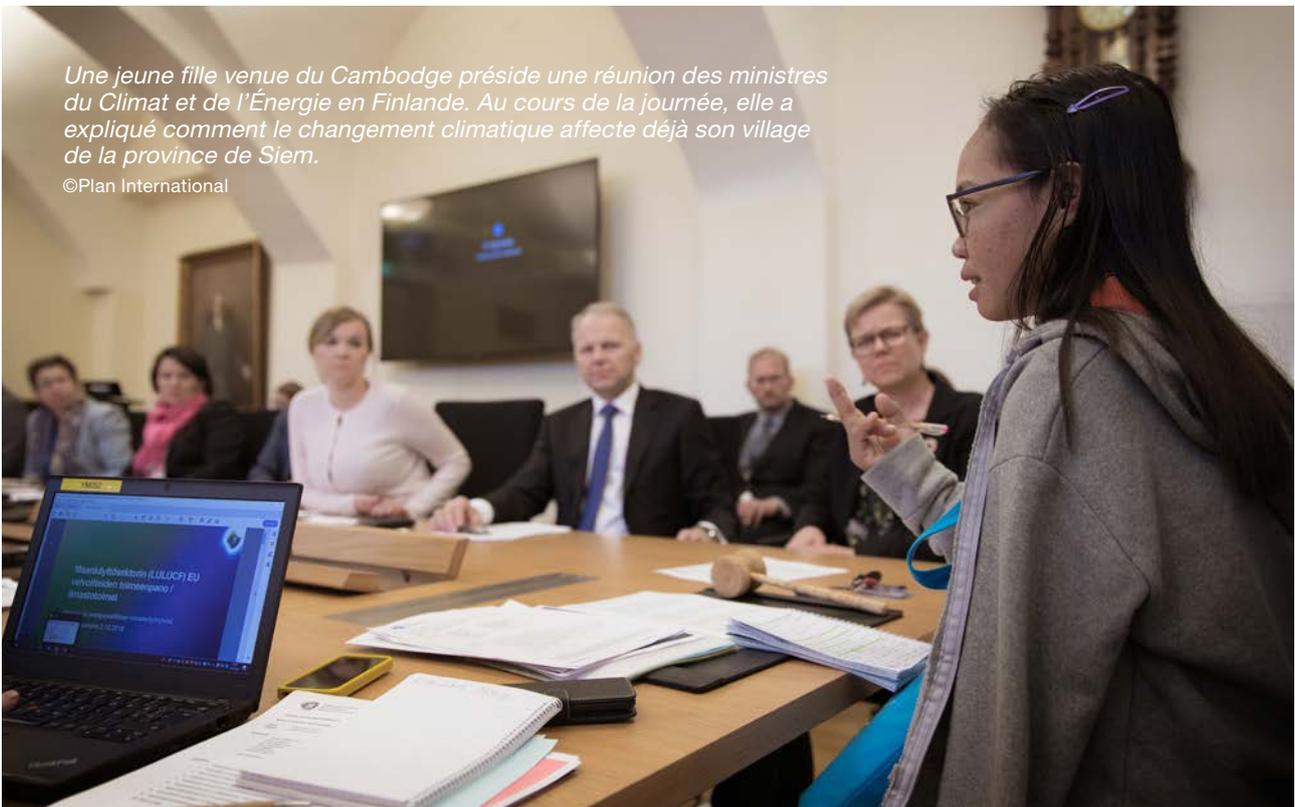
PARTICIPANT À UN ATELIER POUR LES JEUNES

« Le financement est insuffisant pour pouvoir réunir les bonnes personnes et les bonnes voix autour des tables de prise de décision... les jeunes militants ne sont pas présents à la table et il leur manque énormément d'informations. »

PARTICIPANT À UN ATELIER POUR LES JEUNES

Une jeune fille venue du Cambodge préside une réunion des ministres du Climat et de l'Énergie en Finlande. Au cours de la journée, elle a expliqué comment le changement climatique affecte déjà son village de la province de Siem.

©Plan International



Des membres du Groupe consultatif des jeunes à la COP25, où elles ont pu discuter de leur travail sur le changement climatique avec des représentants du secteur privé et d'institutions telles que la Direction générale Climat de l'Union européenne et le haut-commissaire pour l'Agenda 2030.

©Plan International



ÉTAPES POUR RÉDUIRE LE FOSSÉ ENTRE LES GENRES CONCERNANT LA PARTICIPATION AUX PROCESSUS CLIMATIQUES

Offrir un mentorat et une formation aux filles, aux jeunes femmes et aux groupes dirigés par des filles sur les processus de politique climatique^{xiv}, à la fois en ligne et hors ligne, y compris en les mettant virtuellement en rapport avec les décideurs.

Impliquer spécifiquement les groupes communautaires dirigés par des filles dans les processus locaux et nationaux de politique climatique.

Fournir aux adolescentes et aux jeunes femmes les **informations, les compétences et l'accès** nécessaires pour surveiller les processus climatiques aux niveaux local, national et mondial.

Prendre des mesures pour **lutter contre la violence de genres** dans tous les contextes et veiller à ce que les adolescentes et les jeunes militantes soient protégées dans les espaces publics, grâce à des mécanismes de signalement et de retour d'information clairs.

Fournir un soutien financier aux groupes et réseaux dirigés par des filles et les aider à accéder aux plateformes et espaces formels sur le changement climatique.

« Il est très important que nous connaissions les ressorts de la dynamique du pouvoir dans l'espace climatique, à savoir quelle est la dynamique du pouvoir entre les différentes régions du monde, quel est le pouvoir de mettre fin à la crise climatique et comment nous pouvons participer ouvertement et de manière significative. »

PARTICIPANT À UN ATELIER POUR LES JEUNES

NOTES DE FIN

- i. Fonds Malala, 2020. « Girls' education and COVID-19: What past shocks can teach us about mitigating the impact of pandemics ». <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-publishes-report-on-climate-change-and-girls-education>
- ii. Fonds Malala, 2021. « A greener, fairer future: Why leaders need to invest in climate and girls' education ». <https://malala.org/newsroom/archive/malala-fund-publishes-report-on-climate-change-and-girls-education>
- iii. ibid
- iv. IRENA, 2013. « Renewable energy and jobs » (Énergies renouvelables et emploi). <https://www.irena.org/-/media/Files/IRENA/Agency/Publication/2013/rejobs.pdf>
- v. Wedo Women's Delegate Fund. <https://wedo.org/what-we-do/our-programs/women-delegates-fund/>
- vi. Brookings Institute, 2017. « Three platforms for girls' education in climate strategies ». <https://www.brookings.edu/research/3-platforms-for-girls-education-in-climate-strategies/>
- vii. Rost, L., Cooke, J. et Fergus, I., 2021. « Réinventer l'éducation au climat et le leadership des jeunes : rapport d'enquête ». Plan International. <https://plan-international.org/reimagining-climate-education-and-youth-leadership>
- viii. Ibid.
- ix. Initiative pour les droits environnementaux des enfants (CERI), 2021. Déclaration sur les enfants, les jeunes et l'action pour le climat. <https://www.childenvironment.org/declaration-children-youth-climate-action>
- x. UNESCO, 2021. Conférence mondiale de l'UNESCO sur l'éducation au développement durable. <https://fr.unesco.org/sites/default/files/esdfor2030-berlin-declaration-fr.pdf>
- xi. Souligné par les jeunes lors de l'atelier
- xii. Cf. Kwauk, C, Casey, O., 2021. « A new green learning agenda: Approaches to quality education for climate action ». <https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2021/01/Brookings-Green-Learning-FINAL.pdf>
- xiii. Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont créé un outil innovant dans le contexte de la protection de l'environnement et des droits de l'homme qui reflète l'ambition, les priorités et les spécificités de la région : l'Accord régional sur l'accès à l'information, la participation publique et la justice en matière d'environnement en Amérique latine et dans les Caraïbes, mieux connu sous le nom d'Accord d'Escazú.
- xiv. Cf. la formation en ligne de WEDO à titre d'exemple – <https://wedo.org/women-delegates-online-negotiations-training/>



Deux jeunes filles travaillent comme ouvrières pendant la pandémie (Kenya).
©Plan International



Remerciements

Cette note de plaidoyer a été rédigée par Jessica Cooke et Dre Lucia Rost.

Tout d'abord, nous tenons à remercier les adolescents et les jeunes ayant participé à l'enquête et aux deux ateliers afin de réfléchir à des recommandations et qui ont généreusement donné de leur temps pour nous soumettre leurs réflexions et leurs idées.

Les auteures souhaitent également remercier Sharon Goulds pour son appui rédactionnel et Isobel Fergus, Yona Nestel et Leah Moss pour leurs commentaires. Un grand merci aux personnes qui ont aidé à partager et à promouvoir l'enquête et à celles qui ont fourni des commentaires et des suggestions très utiles. Elles font toutes l'objet de vifs remerciements dans le rapport intégral.

Merci à Plan International Suède qui a contribué au financement de ce rapport.

Ce document a été partiellement financé par l'Agence suédoise de coopération au développement international, l'ASDI. La responsabilité du contenu incombe entièrement à Plan International. L'ASDI ne partage pas nécessairement les opinions et interprétations qui y sont exprimées.



Photographie de couverture: ©Plan International

Mise en page: Out of the Blue Creative Communication Solutions – www.outoftheblue.co.za

Aucune photographie n'a été prise au cours de cette étude. Les filles figurant sur les photographies du rapport ne sont pas les mêmes que celles qui ont participé à l'étude.

À propos de Plan International

Plan International s'efforce de promouvoir les droits des enfants et l'égalité des filles partout dans le monde. Nous reconnaissons le pouvoir et le potentiel de chaque enfant. La pauvreté, la violence, l'exclusion et la discrimination entravent cependant ceux-ci. Et les filles sont les plus touchées. En tant qu'organisation de développement et humanitaire indépendante, nous travaillons aux côtés d'enfants, de jeunes, de partisans et de partenaires pour nous attaquer aux causes profondes des difficultés auxquelles les filles et tous les enfants vulnérables sont confrontés. Nous soutenons les droits des enfants, de leur naissance jusqu'à l'âge adulte, et leur permettons de se préparer aux crises et à l'adversité et d'y faire face. Nous utilisons notre rayonnement, notre expérience et nos connaissances pour susciter des changements dans les pratiques et les politiques aux niveaux local, national et international. Depuis plus de 80 ans, nous forçons des partenariats solides en faveur des enfants; nous sommes aujourd'hui présents dans plus de 75 pays.

Plan International

International Headquarters
Dukes Court, Duke Street, Woking,
Surrey GU21 5BH, United Kingdom

Tel: +44 (0) 1483 755155

Fax: +44 (0) 1483 756505

E-mail: info@plan-international.org

plan-international.org

Publié en 2021. Text © Plan International

-  facebook.com/planinternational
-  twitter.com/planglobal
-  instagram.com/planinternational
-  linkedin.com/company/plan-international
-  youtube.com/user/planinternationaltv